



Conseil économique et social

Distr. générale
10 février 2016
Français
Original : anglais

Commission économique pour l'Europe

Comité exécutif

Centre pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques

Vingt-deuxième session

Genève, 21 et 22 avril 2016

Point 7 de l'ordre du jour provisoire

Recommandations et normes du CEFACT-ONU

Rapport de la Conférence de 2015 sur le Code pour les lieux utilisés pour le commerce et les transports de l'ONU (LOCODE/ONU)*

I. Introduction et participation

1. Une conférence sur le Code pour les lieux utilisés pour le commerce et les transports de l'ONU (LOCODE/ONU) s'est tenue le 27 avril 2015 au Palais des Nations à Genève. Elle a été organisée par le secrétariat de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE) en collaboration avec le Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques (CEFACT-ONU).

La Conférence avait un triple objectif :

- Appeler l'attention des États Membres de l'ONU sur la question de la mise à jour du LOCODE/ONU;
- Rechercher un soutien plus important à la mise à jour du LOCODE/ONU par un accroissement du nombre des coordonnateurs nationaux pour la norme LOCODE/ONU; enfin,
- Instaurer une discussion avec les principaux utilisateurs pour savoir comment améliorer le LOCODE/ONU.

2. Ont participé à la Conférence des représentants des pays suivants : Arabie saoudite, Chine, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, Inde, Italie, Japon, Libye, Maroc, Mauritanie, Nigéria, Norvège, Pays-Bas, République de Corée, Suisse, Thaïlande et Ukraine. L'organisme ci-après des Nations Unies a pris part à la Conférence : l'Organisation maritime internationale (OMI). Les organisations

* Le présent document est soumis conformément au programme de travail pour 2015-2016 du CEFACT-ONU (ECE/EX/2015/L.14).



suivantes ont participé à la Conférence : GS1, l'Organisation internationale de normalisation (ISO) et l'Association du transport aérien international (IATA). Parmi les représentants du secteur privé qui ont pris part à la Conférence figuraient GT Nexus, Hapag Lloyd, IHS Maritime & Trade, International Port Community Systems Association, INTTRA, Maersk Line et des membres de la fondation au nom des compagnies et organisations travaillant dans l'industrie maritime (SMDG).

II. Exposés à caractère général

A. Discours de bienvenue

3. La Directrice de la Division de la coopération économique et du commerce de la CEE a ouvert la Conférence conjointement avec le Président du Groupe de gestion du Forum du CEFACT-ONU.

4. La Directrice a donné un aperçu de l'histoire du LOCODE/ONU et a souligné l'importance que revêtait la norme dans le commerce international. Elle a rappelé que parmi les groupes d'utilisateurs du LOCODE/ONU figuraient le secteur privé, des organismes publics (en particulier des autorités douanières) et des organisations internationales. Elle a souligné la nécessité de faire davantage participer les groupes d'utilisateurs à la mise à jour du LOCODE/ONU, à savoir à la mobilisation des ressources et au soutien à une mise à jour et une amélioration durables de la norme, en particulier vu les compressions budgétaires actuelles au sein du système des Nations Unies. Elle a aussi évoqué la nécessité de réviser la Recommandation de la CEE sur le LOCODE/ONU (Recommandation n° 16 – version de 1998) pour tenir compte des règles actuelles du commerce. Le Président du Groupe de gestion du Forum du CEFACT-ONU a souligné l'importance de la Recommandation n° 16 pour la suite des normes du CEFACT-ONU.

B. Présentation de la Recommandation n° 16

5. La Directrice adjointe de la Division de la coopération économique et du commerce de la CEE a présenté les principes essentiels et les principales caractéristiques de la Recommandation n° 16 de la CEE. L'exposé a permis aux participants d'être informés de l'historique du LOCODE/ONU, des concepts fondamentaux de la norme et de la structure de ses données, des difficultés que comportait la mise à jour du LOCODE/ONU et des possibilités découlant de cette mise à jour.

C. Présentation des résultats préliminaires de l'enquête sur le LOCODE/ONU

6. Le secrétariat de la CEE a présenté les résultats préliminaires de l'enquête sur le LOCODE/ONU. L'enquête visait à mettre en lumière l'importance, les caractéristiques et les préoccupations des groupes d'utilisateurs du LOCODE-ONU, y compris leurs pratiques lorsqu'ils utilisent le LOCODE/ONU, ainsi que leurs attentes.

7. La majorité (65 %) des réponses de l'enquête est venue du secteur privé; les 35 % restants émanaient des organismes publics.

8. La perception largement répandue parmi les utilisateurs était que la vaste majorité des entrées du LOCODE/ONU étaient extrêmement pertinentes pour le commerce international, mais que la qualité des données avait besoin d'être améliorée. Les répondants ont aussi souligné qu'il était crucial de faire la distinction entre les

lieux qui étaient pertinents au plan commercial et ceux qui étaient dépourvus de pertinence. Les réponses recueillies lors de l'enquête laissaient à entendre que les groupes d'utilisateurs du LOCODE/ONU ne comprenaient pas bien les colonnes « fonction » et « statut » du répertoire du LOCODE/ONU. Les répondants ont accueilli avec satisfaction la tenue de la Conférence sur le LOCODE/ONU et ont suggéré que cette conférence se tienne sur une base annuelle.

III. Discussions techniques

A. Présentation des aspects pratiques de l'utilisation du LOCODE/ONU

9. Le secrétariat de la CEE a présenté des statistiques relatives à l'utilisation du LOCODE/ONU par les groupes d'utilisateurs, tout en faisant savoir qu'il ne disposait pas de statistiques spécifiques à une échelle globale dont on puisse tirer des indications sur l'utilisation effective d'entrées particulières du LOCODE/ONU. La valeur et l'importance du LOCODE/ONU et les coûts découlant pour les industries des modifications apportées au LOCODE/ONU ont aussi été rappelés.

10. Le secrétariat de la CEE a expliqué que son objectif essentiel était l'amélioration de la qualité de la base de données en augmentant le nombre de codes de type « A » – c'est-à-dire les codes validés par les administrations nationales. Un élément essentiel pour y parvenir consisterait à accroître le nombre de coordonnateurs nationaux pour la norme LOCODE/ONU, parce qu'il s'agissait des seuls organes pouvant procéder à la validation requise pour l'obtention de l'appellation « A ».

11. Le secrétariat a souligné que les utilisateurs tant du secteur privé que du secteur public devraient fournir davantage de renseignements concernant leurs demandes de mise à jour de données ou des demandes de codes pour de nouveaux lieux.

12. Les participants à la Conférence ont mis l'accent sur le besoin d'adresser à l'avance une notification des modifications aux principaux lieux utilisés pour le commerce, en donnant, à titre d'illustration, les modifications apportées aux codes pour les ports chinois, codes qui avaient été modifiés depuis la publication 2014-1 du LOCODE/ONU. Les participants ont souligné qu'une procédure ordinaire pour les modifications aux codes à l'échelon d'un pays serait la bienvenue, afin d'améliorer la communication et d'accorder une période de préavis, par exemple de six mois, visant à donner le temps aux utilisateurs d'adapter leurs systèmes aux modifications apportées au LOCODE/ONU.

13. Plusieurs représentants du secteur privé ont posé des questions sur les tâches des coordonnateurs nationaux. Ils ont mis l'accent sur les risques que pourrait comporter l'ignorance par les coordonnateurs nationaux des effets que les modifications apportées au LOCODE/ONU pourraient avoir pour les groupes d'utilisateurs, en particulier en termes de coûts. SMDG, une association de plusieurs compagnies maritimes, a indiqué qu'il existait actuellement trois différents systèmes de codage pour l'identification des terminaux. SMDG a découvert plusieurs conflits et doublons dans l'utilisation du LOCODE/ONU pour les ports, ce qui ne permettait pas d'identifier les terminaux avec précision. SMDG attendait des coordonnateurs nationaux qu'ils aident à régler ce problème.

B. Exposé de l'Institut national chinois de normalisation

14. La représentante de l'Institut national chinois de normalisation a, au nom du coordonnateur national de la Chine, fait un exposé sur la manière dont le

Gouvernement chinois gérait le LOCODE/ONU. Elle a évoqué le cas de Port Rugao à titre d'exemple de l'importance qu'il y avait à demander un LOCODE/ONU pour les lieux utilisés pour le commerce.

15. La Chine a créé une norme nationale (GB/T 15514) pour les codes nationaux des ports et d'autres lieux, et la norme est en ligne avec les entrées LOCODE/ONU de la Chine. Le Conseil d'État est chargé, par l'intermédiaire du Bureau chinois pour la gestion des ports, d'approuver les ports nouvellement ouverts. L'Institut national chinois de normalisation a été désigné par le Gouvernement pour la mise à jour des normes de code des lieux en consultation avec l'Administration générale des douanes de Chine.

16. La représentante a pris Rugao comme exemple pour démontrer les avantages de l'utilisation du LOCODE/ONU dans le commerce international. Rugao est un port situé près de Shanghai. Avant 2014, il n'avait pas de LOCODE/ONU et, de ce fait, toutes les importations de marchandises devaient être envoyées par mer aux ports de Shanghai et ensuite transportées à Rugao par la route. En 2014, le Gouvernement a conféré le statut de port international ouvert à Rugao et, en conséquence, un LOCODE/ONU a été assigné à ce port, conformément à la Recommandation n° 16 de la CEE. Le LOCODE/ONU de Rugao a permis à une compagnie locale d'économiser jusqu'à près de 200 millions de dollars des États-Unis par an, du fait que, à présent, les pierres importées pouvaient être envoyées directement par mer au port de Rugao plutôt que de transiter par le port de Shanghai.

C. Exposé de l'Organisation maritime internationale (OMI)

17. Les représentants de l'OMI ont rappelé que leur organisation était spécialisée dans le processus d'élaboration de règles pour son secteur et mettait au point des normes. L'OMI jouait un rôle important dans la facilitation du trafic maritime, avec un département dédié à ce domaine de travail.

18. Les représentants de l'OMI ont décrit comment le LOCODE/ONU était utilisé par l'Organisation. Le Système mondial intégré d'information sur les transports maritimes de l'OMI (le Système mondial intégré) utilise le LOCODE/ONU en tant que composante essentielle des données. Le Système mondial intégré est un portail en ligne composé actuellement de 30 modules interconnectés, qui sont mis au point et mis à jour en interne par le secrétariat de l'OMI pour la collecte, le traitement et la publication des données des États membres de l'OMI ayant des capacités propres en matière de présentation de rapports, conformément aux prescriptions et aux dispositions conventionnelles adoptées par l'Organisation. Le Système mondial intégré utilise le LOCODE/ONU pour identifier les ports et cela à diverses fins : servir de systèmes d'identification et de suivi des navires à grande distance; aider à la collecte de renseignements pour la notification de l'arrivée de navires; aider à assurer la sécurité maritime et celle des installations de réception des ports.

19. Lorsque le Système mondial intégré a été publié pour la première fois en 2005, de nombreux États membres de l'OMI ont relevé que certaines entrées du LOCODE/ONU étaient obsolètes et avaient besoin d'être révisées. L'OMI a fait savoir que le système d'identification et de suivi des navires à grande distance aussi utilise, pour l'échange d'informations relatives aux ports, le LOCODE/ONU.

20. Le Système mondial intégré utilise le format de données XML. Les entrées à cinq chiffres du LOCODE/ONU sont utilisées par l'OMI pour l'identification des ports. L'Organisation assigne quatre chiffres additionnels à la suite des mentions du LOCODE/ONU aux fins d'identification de lieux secondaires, comme c'est le cas pour les installations de terminaux.

21. L'OMI a indiqué avoir trouvé que plusieurs entrées du LOCODE/ONU s'avéraient comporter des doublons ou être erronées lorsque l'on importait le LOCODE/ONU dans le Système mondial intégré. L'OMI a aussi précisé que son système a un format de coordonnées différent du LOCODE/ONU, et a proposé que le format des coordonnées soit harmonisé.

22. L'OMI a aussi fait valoir que le LOCODE/ONU se prêtait à une variété impressionnante d'utilisations potentielles, y compris la protection de l'environnement grâce à l'identification de zones à faible émission de carbone.

D. Exposé par du Ministère indien des technologies de la communication et de l'information

23. Le représentant du Ministère indien des technologies de la communication et de l'information a fait un exposé sur l'utilisation du LOCODE/ONU en Inde. Le Gouvernement indien a un comité interinstitutions chargé de l'examen des demandes de mise à jour de données et des autres demandes se rapportant au LOCODE/ONU. L'Inde soumet entre 10 et 100 demandes de nouveaux codes par an. Le LOCODE/ONU fait partie intégrante du projet de commerce électronique dirigé par le Département du commerce pour faciliter le commerce. Pour l'utilisation locale, le coordonnateur national a ajouté une fonction de classification en tant que sixième chiffre du LOCODE/ONU afin de clairement différencier les aéroports, les ports maritimes, ou les installations multimodales se trouvant dans un même lieu.

24. M. Khan a proposé que, à l'avenir, seul le coordonnateur national soit chargé d'accepter les demandes de mise à jour de données pour le pays et que la communication entre le secrétariat de la CEE, les coordonnateurs nationaux et les groupes d'utilisateur soit accrue.

E. Exposé de l'INTTRA

25. La représentante de l'INTTRA a fait un exposé sur l'utilisation du LOCODE/ONU par le secteur privé auquel l'INTTRA fournit des services. L'INTTRA est un cybermarché pour la navigation maritime, un fournisseur d'informations et de services qui s'occupe du volume le plus important de conteneurs dans le transport maritime. La représentante a expliqué que l'INTTRA facilitait le flux de la communication entre ses clients (principalement des armateurs, des professionnels du transport maritime et des partenaires au sein d'une alliance) en utilisant des normes de la CEE (dont le LOCODE/ONU). L'INTTRA fournit notamment des services sous la forme d'une aide aux consommateurs pour la soumission de demandes de mise à jour de données et pour la communication avec le secrétariat de la CEE.

26. L'INTTRA a mis l'accent sur le fait que toutes modifications apportées à un code pouvaient avoir une incidence sur ses clients, et en particulier en matière de coûts liés aux ajustements. Si la modification est inévitable, l'INTTRA s'attendrait à ce que l'autorité nationale ou le secrétariat de la CEE en donne notification à l'avance, afin que les groupes d'utilisateurs puissent disposer de suffisamment de temps pour l'ajustement aux modifications apportées. La représentante a fait savoir que l'INTTRA avait proposé au secrétariat de la CEE de créer une procédure opératoire standard pour les demandes de mise à jour de données ou d'apporter des éclaircissements au sujet de la procédure et d'améliorer la communication avec les groupes d'utilisateurs.

27. L'INTTRA a indiqué que ses clients recevaient les guides d'application de la CEE (comme EDIFACT, XML et d'autres normes essentielles), en plus d'indications

sur la manière d'utiliser le LOCODE/ONU, l'ensemble de codes de l'ONU ou les codes pour conteneurs de l'ONU.

28. Plusieurs compagnies de transport maritime aussi ont exprimé la même opinion que l'INTTRA sur les modifications apportées au LOCODE/ONU et elles ont souligné la nécessité de recevoir une notification à l'avance des modifications apportées aux codes, afin qu'elles puissent disposer de temps pour procéder à des ajustements. Elles ont ajouté qu'une attention devrait être accordée à la question des listes de codes des terminaux. Une liste de codes est tenue pour les terminaux, selon ces compagnies, mais cela ne fonctionnait qu'en combinaison avec le LOCODE/ONU. Le secrétariat de la CEE a répondu qu'une procédure de notification à l'avance pourrait être mise en place.

IV. Exposés des coordonnateurs nationaux et des projets pilotes sur un nouveau programme de travail avec les coordonnateurs nationaux

A. Présentation des coordonnateurs nationaux par le secrétariat de la CEE

29. Le secrétariat de la CEE a passé en revue la situation qui prévalait et l'état actuel de la coopération avec les coordonnateurs nationaux. Les principales responsabilités des coordonnateurs nationaux sont les suivantes :

- Examiner les entrées existantes du LOCODE/ONU;
- Valider les demandes de nouveaux codes et les modifications;
- Résumer les demandes adressées au secrétariat de la CEE;
- Collecter les remontées d'informations émanant des groupes d'utilisateurs; enfin,
- Promouvoir l'utilisation du LOCODE/ONU.

30. Comme dit plus haut, la CEE cherche à accroître de toute urgence le nombre de coordonnateurs nationaux et le secrétariat considère cela comme un des facteurs essentiels qui aideront à améliorer la qualité des données. La date limite proposée pour la nomination des coordonnateurs nationaux était le 30 juin 2015. La liste des coordonnateurs nationaux la plus récente est disponible sur le site Internet du LOCODE/ONU, à l'adresse : <http://www.unece.org/cefact/locode/focalpoint.html>.

31. Deux projets pilotes mis en œuvre avec les coordonnateurs nationaux de la Chine et du Japon ont été examinés. Pour la Chine, la soumission en ligne des demandes de mise à jour de données a été inactivée pour les utilisateurs individuels et toutes les demandes de mise à jour de données pour des lieux situés en Chine devaient être directement adressées au coordonnateur national de la Chine. Pour le Japon, la pratique du secrétariat de la CEE était d'envoyer des demandes de mise à jour de données au coordonnateur national du Japon, tous les trois mois plutôt que tous les six mois. La pratique actuelle au Japon est décrite ci-dessous.

B. Exposé du coordonnateur national du Japon

32. Le représentant de l'Association japonaise de simplification des procédures internationales du commerce (l'Association) a fait un exposé sur le travail en cours du coordonnateur national. Il a fait savoir que l'Association consacrait une journée de

travail par trimestre d'un membre de son personnel à la validation et au traitement des demandes de mise à jour de données liées au LOCODE/ONU.

33. L'Association prend directement contact avec les demandeurs, s'il y a des questions se rapportant à leur demande. Lorsqu'il existe des questions qui ne peuvent pas être traitées en recourant à une règle ou une procédure uniforme, l'Association en discute avec le Comité japonais du LOCODE/ONU et applique le résultat de la discussion. L'Association a une procédure standard pour la communication avec les demandeurs au sujet de leurs demandes. Après la validation, l'Association communique les résultats et toutes modifications intervenues au demandeur ainsi qu'à la CEE.

34. À l'avenir, l'Association voudrait pouvoir valider et mettre à jour les demandes de mise à jour de données directement au moyen du système en ligne de demandes de mise à jour de données, ou au moyen d'un système potentiellement en temps réel de technologies de l'information et de la communication.

35. Le coordonnateur national du Japon a précisé que l'Association est une sorte d'organisme national de facilitation du commerce soutenu par trois ministères et par le secteur privé. Il a estimé que le recours à des organes tels que le LOCODE/ONU pourrait constituer une solution intéressante pour résoudre des problèmes liés à la répartition des responsabilités se rapportant au LOCODE/ONU dans un pays, parce que ces responsabilités pouvaient être en général confiées à plus d'une autorité nationale dans un pays.

C. Exposé du coordonnateur national de la Norvège

36. Le représentant de l'administration norvégienne des côtes a présenté le travail qu'effectuait l'actuel coordonnateur national norvégien. Le travail de celui-ci était principalement axé sur les ports. Le représentant a souligné la nécessité d'un soutien des autres organismes publics norvégiens, afin que son administration puisse agir en tant que coordonnateur national pour tous les lieux.

37. Il a indiqué que la Norvège disposait d'un système de guichet unique national pour gérer le LOCODE/ONU. Le LOCODE/ONU est utilisé en Norvège principalement pour l'enregistrement des données relatives aux captures de pêche et pour les systèmes de gestion des pêcheries en général. Le représentant a précisé que le coordonnateur national était en train d'examiner les entrées existantes en vue d'améliorer la qualité des données.

38. Le représentant a précisé que la Norvège avait besoin d'une coordination interinstitutions pour la nomination d'un coordonnateur national. Un travail est déjà en cours sur une liste d'organismes concernés par le travail du coordonnateur national.

39. Dans le débat qui a suivi les exposés du Japon et de la Norvège, un représentant de l'Agence thaïlandaise de développement des transactions électroniques a indiqué qu'il n'existait pas de coordonnateur national à l'échelle de l'ensemble de son pays, parce que le travail de ce coordonnateur concernait plusieurs parties prenantes, dans différents organismes publics. Il a indiqué en outre que de nombreuses parties prenantes existaient dans le pays et que cela pouvait être source de difficultés, en particulier s'agissant de la position géographique du lieu utilisé pour le commerce. Cela rendait plus difficile le choix de l'organisme devant être le seul coordonnateur national pour la Thaïlande.

40. De plus, la Thaïlande se heurtait à une difficulté d'ordre linguistique avec le LOCODE/ONU, le nom des lieux en Thaïlande étant en deux versions : une en anglais et une en thaïlandais; en conséquence, il existait une différence importante entre ces

deux versions. La Thaïlande a demandé le soutien du secrétariat de la CEE pour résoudre ces problèmes d'ordre linguistique, afin d'établir une coopération plus étroite entre le secrétariat de la CEE et le coordonnateur national pour la Thaïlande après la nomination de celui-ci.

D. Tenue durant la pause-déjeuner d'un atelier sur les coordonnateurs nationaux

41. Durant la pause-déjeuner, le secrétariat a organisé un atelier technique sur le rôle et les tâches des coordonnateurs nationaux. Plus de 15 participants dont des coordonnateurs nationaux existants, des coordonnateurs nationaux potentiels, des organisations internationales et des représentants du secteur privé ont pris part à l'atelier.

42. Les participants ont proposé que la « fonction 5 » – pour un bureau d'échange postal – soit autorisé par l'Union postale universelle (UPU). Ils ont proposé que, à l'avenir, le système de demande de la mise à jour de données invite les utilisateurs à préciser si une demande pour un lieu doté de la « fonction 5 » avait déjà été vérifiée par l'UPU avant d'être soumise.

43. Les participants ont indiqué qu'il existait une confusion au sujet de la colonne « statut » dans le répertoire du LOCODE/ONU, et se sont référés en particulier aux différences entre les statuts commençant par « A » :

- « AA » : Approuvé par l'organisme national public compétent;
- « AC » : Approuvé par l'autorité douanière;
- « AF » : Approuvé par l'organisme national de facilitation;
- « AI » : Code adopté par une organisation internationale (IATA ou CEPALC);
- « AS » : Approuvé par un organisme national de normalisation.

44. Le statut « A » indique les codes approuvés par les autorités publiques; par conséquent, il est nécessaire de créer une sous-catégorie pour identifier l'autorité particulière qui a approuvé le lieu. Les participants ont demandé que la révision de la Recommandation n° 16 de la CEE tienne compte de ce point, pour éviter toute confusion ou atténuer la confusion. Ils ont souligné que le statut « AF » serait particulièrement pertinent pour l'Accord de facilitation des échanges de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

45. Le coût encouru par les utilisateurs en raison de modifications apportées aux subdivisions du LOCODE/ONU a aussi été débattu par les participants, qui ont proposé que les coordonnateurs nationaux rappellent aux différents organismes publics compétents que, si de tels coûts visaient à apporter des modifications dans des subdivisions, cette responsabilité devrait être clairement énoncée dans le mandat des coordonnateurs nationaux.

46. Les participants ont fait état de leur volonté de changer la structure des données du répertoire du LOCODE/ONU en ajoutant davantage de caractéristiques, telles que les noms de lieux, en particulier pour des lieux arabes, chinois et coréens.

47. À la demande des participants, la date limite de soumission des observations sur le projet de mandat des coordonnateurs nationaux a été reportée au 15 mai 2015. Une version révisée a été établie sur la base de ces observations, pour la session d'avril 2016 de la Plénière de la CEFACT-ONU.

V. Présentation des principaux problèmes et enjeux

48. La Directrice adjointe de la Division de la coopération économique et du commerce de la CEE a résumé comme suit les principaux problèmes et enjeux entourant le LOCODE/ONU et qui ont été mis en lumière durant les débats de la séance de la matinée :

- Il est nécessaire de recevoir un soutien pour la mise à jour et le développement durables du LOCODE/ONU;
- Il est nécessaire d'accroître de manière substantielle le nombre de coordonnateurs nationaux, en particulier pour les pays qui soumettent les nombres les plus élevés de nouvelles demandes de mise à jour de données du LOCODE/ONU;
- La version la plus récente de la Recommandation n° 16 de la CEE ainsi que toutes les autres modifications dépendent tout d'abord de la révision de cet instrument. De telles modifications se rapporteraient, en particulier, aux subdivisions, aux coordonnées et à la structure des données du LOCODE/ONU;
- Un groupe consultatif sur le LOCODE/ONU devrait être mis sur pied avec un mandat précis et devrait comprendre des représentants de l'ensemble des groupes d'utilisateurs;
- Il est nécessaire de procéder à des consultations avec les utilisateurs et de donner à ceux-ci une notification à l'avance lorsque des modifications spécifiques pour des ports importants sont proposées;
- Les demandes de mise à jour de données pour la « fonction 5 » devraient être autorisées au préalable par l'UPU;
- Les groupes d'utilisateurs devraient participer aux discussions portant sur l'application des modifications apportées à la base des données; enfin,
- Il est nécessaire de fournir un soutien pour parvenir à une gestion et à des améliorations optimales de la qualité des données.

49. SMDG a fait un bref exposé sur les problèmes liés au doublonnage et à l'absence de clarté, parce que le LOCODE/ONU ne semblait pas être la seule norme mondiale pour les lieux utilisés pour le commerce. Il a précisé que les entrées existantes devraient être revues et améliorées afin d'éviter de tels conflits.

50. Le représentant de l'IATA a donné un bref aperçu du rôle de l'IATA et des activités de codage de l'Association pour les aéroports. Il a expliqué que toutes modifications apportées aux codes existants de l'IATA avaient des incidences énormes sur les coûts pour ses utilisateurs et que, de ce fait, l'Association préférait conserver les codes existants. Il a réaffirmé la volonté de l'IATA de coopérer avec la CEE sur le LOCODE/ONU pour éviter de futurs conflits.

51. Le représentant d'IHS Maritime a décrit l'utilisation du LOCODE/ONU au sein de sa compagnie. IHS Maritime a utilisé le LOCODE/ONU des décennies durant pour des questions maritimes et commerciales, et la compagnie assignait des membres individuels à des ports sur la base du LOCODE/ONU doublé d'un suffixe unique pour chaque port, en créant ainsi un système de numéros uniques.

A. Table ronde sur le potentiel d'utilisation du LOCODE/ONU

52. Une table ronde sous forme d'un débat ouvert sur le potentiel d'utilisation du LOCODE/ONU a traité du potentiel que recèle l'utilisation du LOCODE/ONU pour

des problèmes liés à la gestion de l'environnement, aux plateformes pétrolières dans les eaux nationales et internationales, et à la possibilité de lancer une carte des LOCODE/ONU. La structure de codage du préfixe (LOCODE/ONU) – suffixe (autre objet) a été évoquée par les participants pour de possibles nouvelles utilisations du LOCODE/ONU.

53. Par exemple, les participants ont proposé que les zones à faible teneur de soufre, où il est interdit aux navires de brûler du combustible contenant du soufre, soient définis dans les systèmes de navigation et puissent aussi se voir attribuer un LOCODE/ONU dans le scénario actuel.

54. Les participants ont fait état de la tenue d'une réunion avec la Norvège au sujet des plateformes pétrolières disposant actuellement d'un LOCODE/ONU, et ils ont soulevé la question des zones non encore couvertes par un LOCODE/ONU. Ils ont proposé que la même logique puisse s'appliquer aux zones de gestion des déchets, notamment aux zones de gestion des déchets nucléaires.

55. Certains participants ont toutefois mis en garde contre le risque que ces innovations puissent étendre le champ d'application du LOCODE/ONU bien au-delà des lieux utilisés pour le commerce dans les transactions commerciales internationales. Le secrétariat a souligné le fait que le rôle du LOCODE/ONU était de faciliter le commerce international et que cela continuerait à en être la fonction principale de la norme dans un avenir prévisible.

56. Le représentant de la Chine a réaffirmé le besoin de spécifications pour les terminaux. Les codes pour les terminaux sont importants tant pour l'OMI que pour les milieux d'affaires et il importait d'incorporer le LOCODE/ONU dans un système donné de codage de préfixe/suffixe pour identifier les lieux des terminaux. L'OMI utilisait le LOCODE-ONU comme préfixe pour identifier les ports et quatre chiffres comme suffixe pour celle des terminaux. Les terminaux étaient codés au moins dans trois systèmes différents : celui de l'OMI, celui du NDG et celui du LOCODE-ONU, qui semblait aussi couvrir certains terminaux. En conséquence, il semblait nécessaire de procéder à une normalisation des systèmes de codage des terminaux.

B. Points du résumé abordés par les participants

57. Dans la phase de conclusion de la Conférence, les participants ont rappelé la nécessité de régler la question des codes multiples pour les mêmes lieux (en particulier des ports), et ont demandé des solutions au secrétariat de la CEE. Celui-ci a fait observer que cette question était étroitement liée aux politiques nationales.

58. L'OMI a exprimé le vœu que le secrétariat de la CEE prenne l'initiative de coordonner les divers organismes des Nations Unies et les organisations internationales en vue d'une normalisation et d'une harmonisation des codes pour les lieux.

59. Les représentants de l'OMI ont demandé d'autres formats LOCODE/ONU, comme le XML, ainsi que la possibilité de les mettre à jour plus de deux fois l'an.

60. L'INTTRA a préconisé la fourniture d'une explication accompagnant les modifications apportées aux lieux importants utilisés pour le commerce, comme les ports chinois, et a demandé une procédure opératoire standard pour le changement de codes au niveau national, afin d'améliorer la communication et de donner une période de préavis, par exemple six mois, permettant aux utilisateurs d'adapter leurs systèmes.

VI. Décisions et voie à suivre

61. La Directrice adjointe de la Division de la coopération économique et du commerce a récapitulé les principales conclusions de la Conférence comme suit :

- Il est nécessaire de recevoir un soutien pour la mise à jour et le développement durables du LOCODE/ONU;
- Il est nécessaire d'accroître de manière substantielle le nombre de coordonnateurs nationaux, en particulier pour les pays qui soumettent les volumes les plus élevés de nouvelles demandes de mise à jour de données du LOCODE/ONU, en vue d'améliorer la qualité des données;
- Un réseau de coordonnateurs nationaux devrait être mis en place;
- Un « groupe consultatif » sur le LOCODE/ONU devrait être mis sur pied et être composé de membres choisis parmi les principales parties prenantes;
- Le secrétariat de la CEE devrait procéder à des consultations avec les utilisateurs lorsque sont envisagées des modifications importantes au LOCODE/ONU;
- Le secrétariat devrait adresser une notification à l'avance aux utilisateurs lorsque des modifications importantes à des codes particuliers sont prévues;
- La Recommandation n° 16 de la CEE devrait être révisée selon les procédures officielles du CEFACT-ONU; le Président du Groupe de gestion du Forum du CEFACT-ONU a rappelé que la majeure partie du travail pourrait être faite par téléconférences, sans des frais de voyage ou d'autres coûts additionnels pour l'équipe du projet;
- Un guide des coordonnateurs nationaux pour la norme LOCODE-ONU devrait être établi;
- La date limite pour les observations sur le projet de mandat pour les coordonnateurs nationaux sera reportée au 15 mai 2015;
- Des réunions techniques de suivi devraient se tenir entre la CEE et les autres organisations pour améliorer la mise à jour du LOCODE-ONU;
- La coopération et la coordination avec d'autres organisations internationales devraient être renforcées;
- La CEE devrait agir en tant que coordonnatrice pour la normalisation et l'harmonisation des systèmes de codage des lieux conçus par les organismes des Nations Unies et d'autres organisations internationales; enfin
- Une session plénière de la Conférence du LOCODE-ONU devrait se tenir sur une base annuelle.

62. Les participants ont reconnu qu'il s'agissait là d'une liste plutôt substantielle d'exigences imposées aux utilisateurs. Au vu de la rareté des ressources dont disposait le secrétariat de la CEE, la Directrice adjointe a indiqué que la CEE allait prendre contact avec les groupes d'utilisateurs pour rechercher leur soutien en vue d'un développement, d'un renforcement et d'une mise à jour plus poussés du LOCODE-ONU. Il a dit que la Conférence a clairement fait apparaître que le LOCODE-ONU était un instrument très utile dans le commerce international et que la CEE travaillerait en étroite collaboration avec les groupes d'utilisateurs pour produire les meilleurs produits et services possibles.